


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



DÉVELOPPEMENT ET FORMATION SOCIALE EN AFRIQUE

Colloque de Dakar
(2-4 décembre 1980)

C E colloque aura été une remarquable réussite. La qualité des contributions et des débats fut une leçon pour le francophone que je suis et qui croyait presque *a priori* que le problème des classes sociales, de la bourgeoisie nationale et de ses liens avec les multinationales était plutôt l'apanage des marxistes français. Un paradoxe toutefois : l'absence de francophones pour traiter, ne fût-ce que du seul pays francophone en question, la Côte-d'Ivoire. Rien non plus sur le Sénégal, pays d'accueil, mais il y avait à cela des raisons diplomatiques bien compréhensibles (1). Quatre thèmes étaient au programme : 1) le développement des classes capitalistes en Afrique ; 2) l'avenir et les réalisations du capitalisme agraire ; 3) le rôle de l'État dans le développement capitaliste africain ; 4) l'avenir de la bourgeoisie africaine et la transition au capitalisme industriel.

C'est G. Kitching (University College, Swansea) (2) qui ouvrit le colloque en examinant la nature et la place de la bourgeoisie nationale. Cette question allait rester au centre de toutes les réflexions théoriques et de la plupart des études empiriques. Le premier thème fut plutôt traité dans une perspective historique et anthropologique. M. Watts (University of California, Berkeley) analysa le capital colonial et la paysannerie dans le nord du Nigeria (3) et D.-H. Groff (Reed College) présenta le cas du royaume agni d'Assikasso entre 1880 et 1940 face à l'expansion du café et du cacao. Nicola Swainson (UCLA) reprit les thèmes du fameux débat kényan en décrivant le capitalisme indigène du Kenya postcolonial (4). L'importance de l'agriculture comme base de l'accumulation capitaliste apparaît dans la contribution de P. Anyang' Nyong'o (Nairobi) (5), consacrée aux classes capitalistes agraires et au contrôle de l'État en Côte-d'Ivoire. De son côté, Okello Occuli (Ahmadu Bello) évoque le capitalisme « vert » au Nigeria.

Il était impossible de parler de la bourgeoisie africaine sans analyser le rôle de l'appareil d'État. B. Campbell (UQAM, Montréal) pour la Côte-d'Ivoire, M. Chege (Nairobi), S. Langdon (Carleton University) (6) pour le Kenya et T. Forrest (Oxford) pour le Nigeria ont bien montré la diversité de ses fonctions possibles. Enfin T. Biersteker (Yale University) a abordé un problème particulièrement crucial : celui de l'indigénisation de l'économie nigériane. En guise de conclusion, R. Joseph (Dar-

mouth College) (7) et B. Beckmann (Uppsala) nous offrirent des réflexions portant sur la façon de théoriser la bourgeoisie africaine pour le premier et sur les liens entre classes capitalistes indigènes et multinationales pour le second.

Ce simple rappel des thèmes ne donne qu'une idée des plus maigres, des débats et des oppositions que suscite cet être fantastique et apparemment insaisissable qu'est la bourgeoisie africaine. Ce colloque aura démontré au moins trois points :

— la bourgeoisie africaine, qu'elle soit nationale ou multi-nationale, peut être l'objet de recherches empiriques très poussées.

— ces études ont permis le développement d'un débat théorique (et subsidiairement idéologique à cause de ses implications) de très haut niveau et qui tourne autour du cas kényan (8).

— l'absence quasi totale de francophones (africains et français) dans ce domaine. Il fallait un Kényan et une Québécoise pour parler de la Côte-d'Ivoire !

Le thème de la bourgeoisie (tout comme celui de la classe ouvrière) reste un non-dit sociologique pour les africanistes francophones. Pourtant, s'il s'agit de condamner cette classe sociale, des cris violents furent de partout. Encore faudrait-il savoir à quoi elle ressemble. Ce colloque, qui doit faire l'objet d'une publication en anglais et en français, en apporte de premières preuves très concrètes.

Jean Copans

(*) Ce colloque était organisé par le Joint Committee on African Studies of the Social Science Research Council et l'American Council of Learned Societies, en collaboration avec le Council for the Development of Economic and Social Research in Africa (CODESRIA) et Environment and National Development in Africa (ENDA). Il était animé par le sociologue P. Lubeck de l'Université de Californie (Santa Cruz). On pourra lire un article de ce dernier dans le prochain numéro de *Politique Africaine*.

(1) Néanmoins de nombreux chercheurs sénégalais et français de Dakar assistèrent et participèrent aux discussions.

(2) Voir son livre, *Class and economic*

change in Kenya, New Haven, Yale U.P., 1980.

(3) M. Watts est géographe et auteur d'une remarquable étude sur les effets de la sécheresse et de la famine dans cette région.

(4) Voir son livre, *The development of corporate capitalism in Kenya, 1918-1977*, Berkeley, University of California Press, 1980. Pour suivre ce débat se reporter à la *Review of African Political Economy*.

(5) Voir son article dans ce numéro.

(6) Voir son livre, *Multinational corporations in the political economy of Kenya*, Londres, Macmillan, 1981.

(7) Voir son article dans ce numéro.

(8) Voir mon étude dans *Le Monde Diplomatique*, novembre 1981.